

Alain Bentolila est professeur de linguistique à l'Université Paris V-Sorbonne, et conseiller scientifique de l'Observatoire national de la lecture et de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme. Directeur de collection aux Editions Nathan, il est également l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels Tout sur l'école (Ed. Odile Jacob, 2004).

De quels chiffres disposons-nous pour connaître le problème de l'illettrisme en France ?

Les chiffres à prendre en compte sont ceux émanant de la Journée d'appel et de préparation à la Défense, qui remplace le service militaire. A cette occasion, tous les jeunes gens et jeunes filles âgés de 17 à 19 ans sont soumis à des tests. Les derniers chiffres, qui datent de 2002-2003, font état de 11,6% de ces jeunes " en difficultés inégales de lecture ". Cela recouvre une vaste gamme de difficultés, depuis l'analphabétisme (difficulté à déchiffrer un mot qui n'a encore jamais été lu) jusqu'à la difficulté à tirer le sens d'un texte de 15 lignes. L'analphabétisme concerne 0,9% de ces jeunes gens et jeunes filles, qui ont tous pour point commun de se trouver en difficulté sociale du fait qu'ils maîtrisent mal la lecture et l'écriture. C'est cela l'illettrisme.

Par ailleurs, ce chiffre de 11,6% est une moyenne ; il y a en réalité une forte proportion de garçons - 14,5% - contre à peine plus de 8% de filles. L'écart entre filles et garçons est encore plus fort lorsqu'il s'agit des 0,9% de jeunes analphabètes : 84% sont des garçons et seulement 16% des filles.

Ajoutons que par rapport aux autres nations européennes, nous ne sommes pas dans les meilleurs : la Finlande - et avec elle les pays du Nord - a environ 4,5% de jeunes en difficultés de lecture, l'Allemagne 10,5% ; la Grande-Bretagne en a autant que la France et l'Espagne davantage.

Quelle est la raison de cet écart important entre filles et garçons ?

Je pense qu'on est là devant le résultat du combat mené par les femmes pour surmonter l'infériorité qui leur est faite dans notre société. Il existe une transmission particulière des mères à leurs filles qui sont incitées à faire le pari de l'école pour pouvoir s'en sortir. Les sociologues ont constaté depuis longtemps déjà que les filles misent sur l'école, tandis que les garçons

désinvestissent l'école et méprisent les activités intellectuelles. " L'émancipation passe par la culture " est le message transmis de mère en fille, aussi bien dans la population française de souche que dans les populations originaires d'autres cultures. Inversement, dans notre société machiste, virilité et inculture se confondent.

A quel moment a eu lieu la prise de conscience de ce problème, et que sait-on des causes de l'illettrisme ?

En 1980, le Premier Ministre répondait à l'OCDE : il n'y a pas d'illettrés en France, puisque l'enseignement est obligatoire dans notre pays. C'est en 1990, au moment où mon équipe a réalisé les premiers tests lors de la préparation au service militaire, que l'on a découvert ce problème. Par la suite, une confirmation a été donnée avec le taux d'illettrisme parmi les allocataires du RMI - autour de 33% - et parmi les détenus en maison d'arrêt - autour de 3 %. Et plus on monte dans les tranches d'âges des populations étudiées, plus le taux d'illettrisme est élevé. Cela ne signifie pas que les jeunes sont moins illettrés que les adultes, cela signifie que l'illettrisme dure longtemps, car il n'y a pas de réamorçage des savoirs de base.

Les causes de l'illettrisme sont évidemment à chercher du côté de l'école ; non pas que celle-ci soit responsable de l'illettrisme, mais elle se montre incapable d'en inverser la courbe. Pourquoi ? Parce que notre école est faite pour les bons élèves. Elle s'adresse à eux, et laisse les autres de côté. L'école reproduit les inégalités sociales et, plus grave encore, les cristallise et creuse les écarts. Prenons l'exemple des Z.E.P. (zones d'éducation prioritaires) qui existent depuis plus de dix ans. Personne ne veut donner les chiffres d'évaluation des Z.E.P. Cependant, j'ai pu avoir accès aux mesures de l'écart des résultats scolaires, matière par matière, entre les élèves de ZEP et les autres élèves, sur cette période de dix ans. Et bien, non seulement les élèves de ZEP ne rattrapent pas les autres, mais l'écart augmente légèrement. Ce qui signifie que toutes les sommes investies - quatre cents millions d'euros par an - n'ont servi sinon à rien, du moins pas aux élèves en difficulté. Et ceux-ci sont de plus en plus perdus et démotivés.

Si les Z.E.P. ne sont pas une solution, que faut-il faire ?

Le problème est que notre société a laissé se constituer des ghettos sociaux. Ceux-ci n'ont rien à voir avec les ghettos anglo-saxons : les habitants des Chinatowns ont conservé leur culture, leur langue, leurs traditions, tout en étant capables de s'insérer dans la société américaine, d'y travailler, d'en maîtriser les codes. En France, les populations d'origines étrangères n'ont plus d'identité, car elles n'ont plus ni racines, ni culture, ni religion. Rares sont les maghrébins qui parlent réellement l'arabe et qui ont lu les sourates du Coran, ou les Sénégalais

qui parlent le wolof. Ils se disent musulmans pour se donner une identité, car ils sont dans une situation d'acculturation totale. Nos ghettos sociaux sont des ghettos acculturés, et c'est là le drame. Car le vide culturel peut être comblé par n'importe qui, par n'importe quel faux prophète de quelque secte ou religion que ce soit.

Par ailleurs, les ghettos sociaux engendrent des ghettos scolaires : l'école au pied des tours. Il ne reste dans ces ghettos d'une part que les familles les plus pauvres, les plus acculturées, d'autre part ceux qui ont intérêt à y rester car ils sont dans un no man's land qui leur permet de faire du trafic. Tous les autres, ceux qui avaient un minimum de moyens financiers, ont quitté ces quartiers et retiré leurs enfants de ces écoles. Du fait de la superposition entre les ghettos sociaux et les ghettos scolaires, il est impossible sortir ces enfants de leur situation scolaire désastreuse sans modifier leurs conditions de vie.

La « loi Fillon » sur l'école, adoptée par le Parlement en mars 2005, peut-elle modifier cette situation ?

Tant que la " loi Fillon " sur l'école et la " loi Borloo " sur la cohésion sociale ne seront pas mises en convergence, on ne s'en sortira pas. Je le dis et le redis dans tous les cabinets ministériels : on ne peut pas séparer l'éducation de la situation sociale. Toutes les enquêtes menées aujourd'hui, notamment en Californie, montrent que la seule façon d'améliorer les performances scolaires d'un enfant est d'améliorer sa situation de vie, et plus précisément de lui donner une chambre à lui. Tout le reste - la pédagogie, les groupes de parole, le théâtre, etc. - n'a qu'une incidence minime. Le résultat de notre système est que soixante-dix mille jeunes sortent, tous les ans, de l'école sans diplôme et pour certains en situation d'illettrisme. Mais au bout de cinq ans, de dix ans, cela fait combien de jeunes ? Nous avons là des poudrières sociales, des lieux où la violence et le passage à l'acte sont immédiats. Il suffira qu'un jour, un extrémiste donne un sens politique à tout cela, et alors ce que nous connaissons sera cent fois pire que la révolte des ghettos noirs aux Etats-Unis. Il nous faudra du temps, et des mesures fortes, pour corriger nos erreurs. La mixité sociale - qui implique des droits et des devoirs de part et d'autre - est très difficile à réaliser. Elle doit être contrôlée, intelligemment dosée, car c'est la seule façon d'éviter l'explosion.

La scolarisation précoce - dès 2 ans - a-t-elle une incidence sur l'illettrisme et les difficultés d'apprentissage ?

Il faut être très précis sur ce sujet. C'est à cause des inégalités sociales dont nous venons de parler que les mères les moins favorisées sont obligées de confier leurs enfants très tôt à l'extérieur et pour des journées longues. Lorsqu'elles les récupèrent le soir - après le travail et les transports pour elles et dix heures d'école pour eux -, les uns et les autres sont dans un tel état de fatigue qu'il ne

peut guère y avoir d'échanges. De plus, où ces mères déposent-elles leurs enfants ? Dans un endroit où il y a un adulte pour trente enfants. Dans de telles conditions et à un âge où tous les apprentissages, notamment linguistiques, se mettent en place, on apprend mal. Et même si les institutrices étaient formés à l'éducation des tout-petits - ce qui n'est pas le cas -, comment voulez-vous qu'avec trente enfants, elles puissent leur accorder l'attention nécessaire à leur développement ? C'est une question que je pose, sans esprit de polémique.

En revanche pour d'autres enfants du même âge mais issus de milieux plus favorisés, l'école est un endroit où ils se " socialisent ", parce qu'il n'y vont que deux ou trois après-midis par semaine. Le reste du temps, ils bénéficieront de toute l'attention d'un adulte, baby-sitter ou grand-mère, en attendant d'être récupérés par des parents disponibles.

Ce sont ces inégalités-là qui sont inadmissibles. Faut-il pour autant supprimer l'école à deux ans ? La réponse est non, très clairement. Parce-que si on supprime l'école à deux ans, ce sont ces mères les moins favorisées qui seront pénalisées. Que deviendront leurs enfants ? En revanche, je suis pour que l'on fasse, par tous les moyens possibles, une pression forte sur le Ministre de l'Education nationale pour qu'il comprenne qu'il n'a pas le droit de traiter nos enfants comme cela. De deux choses l'une : soit le Ministère des affaires sociales et les mairies lancent un plan urgent de crèches qui accueillent les enfants jusqu'à trois ans, voire trois ans et demi ; soit le Ministère de l'Education nationale prend en charge le problème, et s'engage à ce que dans les dix ans qui viennent, il n'y ait plus une seule classe d'enfants de deux ans comportant plus de dix élèves. Il faut dire au Ministre : montez un programme de formation spécifique, et faites de ces lieux des lieux honorables d'accueil. Voilà ma position.

La France est le pays qui a le plus fort taux de redoublement scolaire, sans avoir pour autant les meilleurs résultats. Comment expliquez-vous le maintien de cette " tradition " ?

En effet, on sait que redoubler n'empêche pas un nouveau parcours d'échec, d'autant que les critères de redoublement sont peu objectifs. Je pense que l'idée même du redoublement est obsolète. Un élève n'est jamais mauvais dans toutes les matières, ni tout au long de l'année. Il peut avoir, par exemple, des difficultés en lecture. Mais il ne lui faudra pas obligatoirement une année entière pour régler ce problème. Or, en redoublant, d'une part il repart au début de l'apprentissage de la lecture, d'autre part il refait le programme de maths pour lequel il n'avait peut-être aucune difficulté. C'est absurde.

Dans les pays nordiques, grâce à des évaluations régulières qui permettent de détecter à temps les difficultés, les élèves d'une même classe avancent à des vitesses différentes selon les matières et selon leur niveau de difficultés.

En France, on est peu enclin à faire des évaluations, et donc on continue comme par le passé. D'autant plus que le système des pays nordiques exige davantage de moyens. Mais si nous en avons la volonté, nous pourrions mettre à contribution tous les enseignants qui sont sans affectation pour introduire de la souplesse dans notre système. Au lieu de cela, les élèves traînent leurs difficultés jusqu'au collège, et ensuite on les éjecte du système en leur proposant une multitude d'orientations qui sont en fait des voies de garage.

Que pensez-vous du langage « tronqué » qu'utilisent actuellement les adolescents dans les SMS, les chats, le rap, etc. ? Y a-t-il un appauvrissement du vocabulaire ?

Le langage " des jeunes ", comme on dit, constitue une difficulté pour une certaine catégorie de jeunes. Ceux qui possèdent les 3.000 mots de base savent adapter leur langage à leur interlocuteur : ils n'ont donc pas de problème dans la vie quotidienne. En revanche, ceux qui ne maîtrisent qu'un vocabulaire de 450 mots ne constituant même pas le langage de tout le monde sont enfermés dans leur propre système. Avec 450 mots, on ne peut ni lire les journaux, ni trouver un emploi, ni effectuer des démarches administratives ou juridiques. Il faut arrêter de s'extasier devant le langage, certes pittoresque, des jeunes.

Les jeunes Français apprennent les langues étrangères à travers la grammaire, et non comme une langue « maternelle ». Est-ce pour cela qu'ils sont si faibles dans les langues étrangères ?

C'est effectivement la raison majeure. Lorsque j'ai passé l'agrégation d'anglais, j'étais certes incollable sur la littérature anglaise, la grammaire et la philologie anglaise, etc..., mais on ne me prenait pas pour un anglais lorsque j'étais à Londres !

Les enfants bilingues, et notamment ceux qui ne parlent pas la même langue à l'école et à la maison, ont-ils davantage de difficultés que les autres ?

Bien entendu, car on ne peut pas apprendre à lire et à écrire dans une langue que l'on ne parle pas. Prenons l'exemple, que je connais bien, du créole ; il faut soit que les Antillais apprennent le français oral suffisamment à fond pour pouvoir passer à l'écrit, soit qu'ils apprennent à lire et à écrire dans leur langue parlée, c'est-à-dire en créole. C'est la même chose pour un enfant qui parle le berbère à la maison et à qui on enseigne à l'école l'arabe classique : il ne pourra pas apprendre à lire et à écrire convenablement.

En revanche, les enfants de couples bi-nationaux qui apprennent oralement les deux langues - avant de lire et d'écrire l'une des deux, voire les deux - sont

avantages. Surtout lorsqu'il n'y a pas de mélange entre les deux langues : chaque parent doit parler à l'enfant dans sa propre langue. Ainsi chaque langue est personnifiée. La pire des choses est le mélange des langues, le « jargon », quel qu'il soit.